

Axe Lomé-Manille

Le Togo et les Philippines examinent les perspectives de collaboration

Liées depuis quelques mois par un cadre politique formel, Lomé et Manille entendent désormais approfondir leurs relations. Des échanges ont eu lieu dans ce sens en début de semaine à Vienne entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays ...



PAGE 3

HYDRIQUE



Projet IWAVE

A Lomé, le Togo mise sur la science pour sécuriser ses ressources en eau

L'Université de Lomé accueille, hier et aujourd'hui, un atelier national de restitution et d'échanges organisé dans le cadre de la mission d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ceci, au titre du projet IWAVE (Water Availability Enhancement Project).

PAGE 11

ECONOMIE



Togo / IHPC

Des prix globalement stables en janvier 2026 au Togo

L'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) en janvier 2026 s'établit à 102,8. Un niveau quasi identique à celui de janvier 2025. L'indice des prix tient presque immobile sur un an, alors que, dans le panier quotidien, l'énergie et les produits frais bousculent les habitudes.

PAGE 5

ENERGIE

Technologies nucléaires

Une nouvelle ère d'opportunités s'ouvre pour le Togo

Le Togo veut tirer profit des opportunités qu'offre le secteur de l'énergie nucléaire. Pour ce faire, le pays, représenté par ...

PAGE 9



Diaspora togolaise

Un partenaire stratégique pour le développement

Estimée à 1,5 million de personnes en 2025, la diaspora togolaise constitue un levier pour le développement national. Soutenant l'économie par des transferts de fonds, le financement des projets sociaux et des investissements dans les infrastructures, la diaspora togolaise fait l'objet d'une attention particulière du gouvernement ...

PAGES 6&7

DERNIERES HEURES

Tech & Santé à Lomé : le numérique au chevet du système de soins

À Lomé, la santé passe par les données et par les idées. Du 20 février au 14 mars 2026, une série de conférences baptisée « Tech & Santé » mettra la transformation numérique au centre des échanges. L'initiative est portée par le Togo Data Lab. Elle veut réunir « étudiants, chercheurs, professionnels de santé, ingénieurs et porteurs de projets » autour des solutions digitales et de l'intelligence artificielle. Les rencontres se tiendront à l'Unipod de l'Université de Lomé. Au programme : « la digitalisation du parcours de soins », « l'application de l'intelligence artificielle au diagnostic » et « la gouvernance et l'éthique des données de santé ». L'objectif est limpide : « mieux comprendre les enjeux et opportunités ». Il sera aussi question d'exemples concrets, d'innovations utiles et de pistes capables « d'améliorer l'accès aux soins ». Le Togo Data Lab, bras stratégique de l'État, veut faire du pays « un pôle régional de référence ». Ici, la technologie devient un outil pour soigner mieux.

Lutte contre la criminalité

Plusieurs malfrats hors d'état de nuire grâce à la Police nationale

Ces derniers jours, la Police nationale togolaise a engrangé plusieurs résultats appréciables dans le cadre de sa mission de sécurisation du territoire. Retour sur certaines de ces prises.



PAGE 3



SOMMAIRE

Mali/Justice
L'ancien Premier ministre Moussa Mara
condamné en appel



P 4

Exportations
L'Inde en tête, le déficit commercial se creuse au
troisième trimestre



P 5

Alimentation
Ces ingrédients qu'il vaut la peine de consommer
davantage



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Témoignages de Mme Amédoumé Abra, revendeuse de bouillie

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des Bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Lomé, dans la Région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les expériences et témoignages d'une quarantenaire, Amédoumé Abra, revendeuse de bouillie, bénéficiaire du Produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF).

Les différentes institutions de microfinance partenaires du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) dans la distribution des produits ont chacune mis en place des différentes stratégies afin de pouvoir renforcer la sensibilisation et la communication vis-à-vis des différents bénéficiaires réels et potentiels des crédits.

C'est le cas notamment de la mutuelle ASJD qui organise périodiquement, tous les seconds lundis du mois, des séances de sensibilisation et renforcement de capacités. Ce jour, c'est le quartier de Bè-Kpota qui accueille les agents de crédit de la mutuelle ASJD. Au menu, des échanges



Mme Amédoumé Abra

« Ce crédit m'a permis de renforcer mon activité avec la fabrication et la commercialisation de petits gâteaux »

de discussions avec le groupement Pomeneyo (Bien-être familial). Au nombre des membres du groupement, AMEDOUME Abra, qui fait office de leader du groupe. " Quand on est membre d'un groupement, il faut

quelqu'un de dynamique, de forte, de persévérante, bref, quelqu'un qui puisse faire entendre raison à tous les autres membres du groupement. Moi personnellement, j'ai toujours recherché l'information. J'ai toujours

prêté oreille attentive à tout ce qui pouvait m'aider aller de l'avant. Et Justement le FNFI était une institution dont j'avais longtemps entendu parler. Très vite, les amies et moi, nous nous sommes constituées en groupe solidaire et nous avons suivi toutes les étapes du processus d'obtention du crédit. "

Des étapes qui vont de la formation en techniques de création d'entreprise, en gestion de crédit, de quoi outiller les bénéficiaires sur la culture entrepreneuriale et renforcement en éducation financière.

" La formation a été très bénéfique pour nous, personnellement j'ai appris comment transformer une idée en activité génératrice de revenus, comment gérer efficacement un crédit et comment surtout rembourser dans les délais. Après tout le processus dont j'ai parlé, je suis rentré en possession de mon premier crédit APSEF, un montant de 30.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir démarrer la fabrication et la commercialisation de la bouillie. Très vite au bout de 6 mois, je suis parvenu à rembourser

ce premier crédit et j'ai obtenu le second crédit de 40.000 FCFA. Ce crédit m'a permis de renforcer mon activité avec la fabrication et la commercialisation de petits gâteaux. Désormais avec mon activité, je me sens utile à quelque chose. Vous savez, dans nos sociétés africaines, la bouche qui n'a pas d'argent n'a pas droit à parole. On ne respecte une personne que lorsqu'elle a sous la main une activité génératrice de revenus".

Le FNFI compte aujourd'hui parmi les puissants instruments de lutte contre la pauvreté. Grace au FNFI et à ses différents produits, la vie a changé de manière positive pour des milliers de personnes. En effet, les femmes sont plus autonomes économiquement et les jeunes sont mieux insérés sur le plan professionnel.

Cette initiative a permis de rendre une certaine fierté à ces populations vulnérables grâce à leur capacité nouvelle à prendre soin de leurs familles, de l'éducation de leurs enfants et de leurs besoins fondamentaux.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Axe Lomé-Manille

Le Togo et les Philippines examinent les perspectives de collaboration

Liées depuis quelques mois par un cadre politique formel, Lomé et Manille entendent désormais approfondir leurs relations.

Des échanges ont eu lieu dans ce sens en début de semaine à Vienne



Le professeur Robert Dussey (à gauche) et son homologue des Philippines (Crédit photo : www.republiquetogolaise.com)

entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, le professeur

Robert Dussey et Maria Theresa Lazaro.

L'entretien, intervenu en marge de la signature du nouveau cadre de

(AIEA), a porté sur les perspectives de collaboration, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Les deux parties ont exprimé leur volonté commune de consolider le dialogue politique et d'explorer de nouveaux axes de partenariat, notamment dans les domaines d'intérêt partagé.

Archipel tropical d'Asie du Sud-Est, s'étendant sur plus de 7000 îles, les Philippines disposent d'une économie diversifiée et en transition, axée principalement sur l'agriculture et le secteur des services.

La rédaction

Uemoa/Cour de justice

Le Togolais Lodonou Kuami Gameli est désormais le président

Le Togo occupe désormais la présidence de la Cour de justice de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa).

Le magistrat Lodonou Kuami Gameli a été officiellement élu président en début de mois par ses pairs pour trois ans.

Le nouveau responsable, dont l'installation était prévue le mercredi 11 février 2026 à Ouagadougou, remplace à ce poste le Sénégalais Mahawa Sémou Diouf, dont le mandat est arrivé à terme.

Né en 1958, Kuami Gameli Lodonou est diplômé de l'École nationale de la magistrature de Paris, et est titulaire d'une maîtrise en droit des affaires obtenue à l'université de Lomé.

Magistrat hors hiérarchie, il a été élu juge de l'Uemoa en 2021. Avant son entrée à la Cour, il était secrétaire exécutif de la Commission nationale de l'OHADA (CNO). Créée en 1995, la Cour de justice de l'Uemoa veille à l'application cohérente et uniforme du droit communautaire au sein des huit États membres.

En tant qu'organe de contrôle juridictionnel, elle assure la stabilité et la prévisibilité juridique, éléments essentiels pour une intégration régionale réussie.

TM

Lutte contre la criminalité

Plusieurs malfrats hors d'état de nuire grâce à la Police nationale

Ces derniers jours, la Police nationale togolaise a engrangé plusieurs résultats appréciables dans le cadre de sa mission de sécurisation du territoire. Retour sur certaines de ces prises.

Le 9 février 2026, la Police nationale a réussi à interpellier deux individus au quartier Avedozo Tropicana pour fabrication et usage présumés de fausses cartes nationales d'identité togolaises. Les personnes arrêtées sont Atangana, de nationalité camerounaise, et A. Edmond, Togolais. Selon un communiqué officiel, cette opération fait suite à des renseignements signalant l'existence d'un réseau spécialisé dans la production de faux documents d'identité à partir de supports authentiques.

D'après la police, le mode opératoire consistait à exploiter des logiciels de traitement d'images pour modifier les photographies, ainsi que les noms et prénoms figurant sur les cartes. Le niveau de sophistication des faux documents les rendait difficilement détectables par des personnes non formées à la fraude documentaire.

Pour éviter d'éveiller les soupçons et donner davantage de crédibilité aux pièces falsifiées, les membres du réseau attribuaient systématiquement aux bénéficiaires des identités à

consonance togolaise. Surpris alors qu'ils attendaient la livraison d'un faux document, Atangana a été interpellé, tout comme A. Edmond, présenté comme un membre clé du réseau. Les deux suspects sont actuellement à la disposition des services d'enquête et seront traduits devant les juridictions compétentes. La Police nationale indique que les investigations



Certains des malfrats récemment arrêtés (Crédit photo : Page Facebook de la police nationale)

se poursuivent afin de démanteler l'ensemble du réseau. Elle invite par ailleurs la population à effectuer ses démarches d'établissement de pièces d'identité exclusivement auprès des services officiels, à vérifier l'authenticité de tout document en cas de doute et à signaler toute tentative de falsification. Toujours dans le cadre de sa mission, la Police nationale a procédé, dans la nuit du 6 au 7 février 2026, à l'interpellation de deux

individus. Les nommés A. Tétévi et D. Yempabe ont été arrêtés respectivement aux quartiers Adamavo et Kagomé, aux environs de 19 heures et 1 heure du matin, pour des faits présumés de groupement de malfaiteurs et de vol.

Les suspects sont impliqués dans le vol d'une moto immatriculée TG 4728 CT, dérobée dans un domicile

à Adamavo dans la nuit du 2 au 3 février 2026. Selon les premiers éléments de l'enquête, leur mode opératoire consistait à escalader les clôtures pour s'introduire dans les habitations, puis à ouvrir de l'intérieur les portes des garages afin d'emporter les engins. Leur arrestation a été rendue possible grâce aux dispositifs de surveillance installés au domicile de la victime, qui a immédiatement déposé plainte. La moto volée aurait été

revendue à 70 000 francs CFA à un ressortissant d'un pays voisin. Ce dernier est actuellement en fuite et activement recherché par les services compétents. Les coaccusés seront présentés au parquet afin de répondre de leurs actes.

Pour finir, dans la nuit du 02 février 2026 aux environs de 02 heures du matin, lors d'une patrouille et fouille de routine, les nommés K. Donné, A. Koffi, et D. Yao ont été interpellés pour braquage et vol présumés de motos.

L'interpellation est intervenue au terme d'une palpation de sécurité et de la découverte d'une machette et d'une bonne quantité de poudre de piment dont était respectivement porteurs les nommés K. Donné et D. Yao. D'autres objets compromettants ont été saisis plus tard à leur domicile.

Le mode opératoire de ces individus opérant dans plusieurs quartiers de la banlieue ouest de Lomé, notamment Yokoè, Amadahomé, Wognomé, Sagbado, Awatamé et Adidogomé-Adroukpkpé, consiste à entraîner leurs victimes, généralement des conducteurs de taxi-motos, dans des endroits non éclairés et isolés, puis à leur administrer soit des coups de machette, ou la poudre de piment aux yeux.

Ils choisissent parfois d'attirer leurs victimes dans le guet-apens aux endroits sus décrits où leurs complices surgissent, usent de la poudre de piment pour les neutraliser avant d'emporter le butin.

Tous ces individus seront conduits devant le procureur de la République pour répondre de leurs actes. Dans un communiqué, la Police nationale tient à renouveler son engagement à protéger les personnes et les biens. Elle rassure la population qu'elle travaille sans relâche afin de démanteler ces réseaux criminels et autres groupements de malfaiteurs. À l'endroit de tous les conducteurs de taxi-motos, la Police nationale recommande de s'abstenir d'offrir leurs services à plus d'une personne à la fois et de se montrer vigilants lorsque le client les dirige vers une zone non éclairée ou déserte. La Police nationale réaffirme son engagement à assurer la protection des personnes et des biens. Elle invite la population à faire preuve de vigilance et à collaborer étroitement avec les Forces de défense et de sécurité (FDS) pour lutter efficacement contre les réseaux criminels.

Edem Dadzie

Mali/Justice

L'ancien Premier ministre Moussa Mara condamné en appel

La justice malienne a confirmé, lundi 9 février, la condamnation de l'ancien Premier ministre Moussa Mara, figure critique du pouvoir militaire dirigé par le colonel Assimi Goïta. La Cour d'appel de Bamako a entériné la peine prononcée en première instance : deux ans de prison, dont un an ferme, assortis d'une amende de 500 000 francs CFA pour « atteinte au crédit de l'État et opposition à l'autorité légitime ».

Moussa Mara, qui a dirigé le gouvernement malien durant huit mois entre 2014 et 2015, est incarcéré depuis le 1er août 2025. Les poursuites font suite à des prises de position publiques, notamment sur les réseaux sociaux, dans lesquelles il affirmait avoir rendu visite à des « détenus d'opinion » et leur avoir exprimé son espoir de voir justice rendue

à terme. Ces déclarations avaient été interprétées par les autorités comme une remise en cause directe de l'action de l'État et de la légitimité du pouvoir en



Moussa-Mara

place. Depuis son départ de la primature, Moussa Mara s'est progressivement imposé comme l'une des voix les plus critiques de la transition militaire. Au fil des mois, il

a dénoncé publiquement la gouvernance de la junte, la restriction des libertés publiques et l'absence de perspectives claires de retour à l'ordre

constitutionnel. La condamnation en appel s'inscrit dans un contexte de durcissement continu de l'espace politique au Mali. Depuis les coups d'État successifs de 2020 et 2021,

les autorités militaires ont multiplié les mesures visant la presse, la société civile et les acteurs politiques. En mai 2025, les partis politiques et les organisations à caractère politique ont été dissous, réduisant considérablement les canaux d'expression et de contestation institutionnelle. Pour la défense de Moussa Mara, cette décision judiciaire revêt une dimension éminemment politique. « Nous n'allons pas baisser les bras. Nous allons nous concerter et nous pourvoir en cassation », a déclaré son avocat, Me Mountaga Tall, dénonçant une justice instrumentalisée pour faire taire les voix dissidentes. Au-delà du cas personnel

de Moussa Mara, cette condamnation illustre la fragilisation de l'État de droit dans un pays confronté à une crise sécuritaire persistante et à un isolement diplomatique croissant. Pour de nombreux observateurs, l'emprisonnement d'un ancien chef de gouvernement pour des propos politiques envoie un signal dissuasif à toute tentative de contestation. Alors que les autorités de transition invoquent la nécessité de préserver la stabilité et l'unité nationale, l'affaire Moussa Mara pose, une fois encore, la question de l'équilibre entre sécurité, liberté d'expression et pluralisme politique dans le Mali d'aujourd'hui.

T.M.

Burkina Faso/Politique

Au Burkina Faso, les partis politiques, c'est fini !

Même si dans les faits, aucun parti politique n'avait droit au chapitre des contestations et ou des contradictions, c'est désormais officiel : à compter de ce 9 février 2026, les textes encadrant l'exercice plein des activités politiques sont purement et simplement abrogés. Une décision prise par l'Assemblée législative de transition qui fait office de Parlement, et assumée par le pouvoir militaire de Ouagadougou. Se pose inévitablement la question : retourne-t-on vers le système du parti unique ?

Le projet de loi avait été présenté deux semaines plus tôt par le gouvernement de transition, au nom de « l'unité nationale ». Les autorités estiment que la

prolifération des partis a favorisé des « dérives », nourri la division des citoyens et fragilisé la cohésion sociale dans un pays confronté à une crise sécuritaire majeure. Cette décision s'inscrit dans une ligne idéologique clairement revendiquée par le pouvoir. Le capitaine Ibrahim Traoré, qui se réclame d'une orientation souverainiste, anti-impérialiste et décoloniale, assume publiquement que le Burkina Faso « n'est pas une démocratie ». Depuis son arrivée au pouvoir, le régime a multiplié les mesures de restriction des libertés publiques, ciblant médias,

acteurs politiques et voix critiques. Au niveau de la communauté internationale, l'on s'indigne d'une telle démarche tout naturellement. Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Volker Türk, avait appelé Ouagadougou à revenir sur ce projet, estimant qu'il ne constituait « pas un pas dans la bonne direction pour les droits humains ». Il a rappelé qu'un espace civique ouvert, le pluralisme politique et le respect de l'État de droit sont des conditions essentielles à une paix et une sécurité durable. Avant le putsch de septembre 2022, sous la transition

dirigée par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, les partis politiques étaient déjà contraints, mais conservaient une existence



Ibrahim Traoré (en treillis au milieu)

légitime. Leur dissolution marque une rupture nette et durable. Dans un Burkina Faso en guerre contre des groupes armés jihadistes, cette

fermeture de l'espace politique pose désormais une question centrale : celle de la capacité du régime à concilier

exigence sécuritaire et cohésion nationale, sans mécanismes institutionnels de représentation et de contradiction.

T.M.

Guinée/Justice

Toumba Diakité exfiltré de prison

Des tirs nourris ont retenti, mardi 10 février 2026, dans l'enceinte et aux abords de la maison centrale de Conakry, plongeant le centre de la capitale guinéenne dans la panique. Au cœur de cette scène de violence : Aboubakar Sidiki Diakité, dit Toumba, ancien aide de camp de Moussa Dadis Camara, condamné dans le cadre du procès historique du massacre du 28 septembre 2009, et exfiltré de la prison dans des circonstances troublantes.

Selon plusieurs sources sécuritaires et témoignages concordants, des hommes lourdement armés, identifiés comme appartenant aux forces spéciales, ont investi le périmètre carcéral, provoquant des échanges de tirs et faisant plusieurs

blessés. L'opération a ravivé les inquiétudes sur la sécurité pénitentiaire en Guinée, d'autant plus qu'une première tentative d'exfiltration aurait déjà échoué le 8 février dernier, selon des informations relayées par Jeune Afrique. Toumba Diakité purgeait une peine de dix ans de prison ferme pour crimes contre l'humanité, en lien avec la répression sanglante du rassemblement du stade du 28-Septembre, qui avait fait au moins 157 morts et des centaines de blessés. Malgré son incarcération, il était parvenu à se repositionner politiquement, allant jusqu'à créer le Parti démocratique pour le changement (PDC)

et à se déclarer candidat à l'élection présidentielle de décembre 2025, candidature finalement rejetée par la Cour suprême. Face à la vague de réactions



Toumba Diakité

et de spéculations, le parquet général près la Cour d'appel de Conakry a

livré sa version des faits. Dans un communiqué publié quelques heures après l'incident, il affirme que l'événement est survenu lors d'une opération de fouille inopinée à la Maison centrale. Cette opération aurait permis la saisie d'objets prohibés, notamment des téléphones, des substances psychotropes et des armes blanches. Le parquet indique que Toumba Diakité aurait opposé une résistance agressive, proférant des menaces contre les agents de sécurité et contribuant à une montée de tension parmi les détenus. C'est dans ce contexte que les autorités pénitentiaires auraient

décidé de son transfert vers la maison centrale de Coyah, officiellement pour préserver l'ordre et la sécurité.

Cette explication officielle peine toutefois à dissiper les zones d'ombre entourant une opération menée sous les tirs, rappelant le précédent retentissant de l'exfiltration de Pivi, autre condamné du dossier du 28 septembre, avant sa réarrestation. À quelques mois de la fin de sa peine, l'affaire Toumba Diakité relance le débat sur l'autorité de l'État, l'indépendance de la justice et la fragilité de l'architecture sécuritaire guinéenne.

T.M.

Exportations

L'Inde en tête, le déficit commercial se creuse au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2025, le Togo a exporté pour 249,1 milliards de FCFA. Le volume atteint 1,03 million de tonnes. Les chiffres proviennent de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed).

En glissement annuel, les ventes progressent de 14,6 % en valeur. La structure géographique, elle, change peu. Les dix premiers clients du Togo ont absorbé 74,4 % des exportations en valeur. L'Inde garde sa place de premier débouché. Elle capte 21,3 % des exportations, soit 55,2 milliards de FCFA pour près de 455 000 tonnes. Une relation portée par

un produit stratégique : le phosphate, premier produit d'exportation togolais.

Derrière l'Inde, le Burkina Faso arrive en deuxième position avec 10,4 %. La Côte d'Ivoire suit avec 9,1 %, puis le Ghana, 6,8 %. À eux seuls, ces partenaires ouest-africains concentrent plus d'un quart des recettes d'exportation.

Le commerce intrarégional reste donc un pilier. Le Mali, le Bénin et le Niger figurent aussi parmi les principaux clients. La dynamique s'appuie sur la fourniture et la réexportation via le port de Lomé, une plateforme

logistique devenue vitale. L'Europe conserve une place mesurée. La France pèse 5,3 %. Les Pays-



Port autonome de Lomé

Bas et le Danemark suivent. L'Asie, en dehors de l'Inde, demeure en retrait. Ainsi, si les ventes

togolaises apparaissent géographiquement diversifiées, dans les faits, les flux sont dominés par un

505 milliards de FCFA sur la même période. Leur progression dépasse celle des exportations. Le résultat est un déficit commercial de 255,8 milliards de FCFA. Le paradoxe est que le Togo exporte davantage mais achète encore plus.

Les phosphates, le ciment et le clinker, le coton, les produits agricoles comme le soja et le café, ainsi que des produits manufacturés, sont exportés via Lomé. Ces produits génèrent des flux et soutiennent l'activité économique.

E. A

Togo / IHPC

Des prix globalement stables en janvier 2026 au Togo

L'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) en janvier 2026 s'établit à 102,8. Un niveau quasi identique à celui de janvier 2025. L'indice des prix tient presque immobile sur un an, alors que, dans le panier quotidien, l'énergie et les produits frais bousculent les habitudes.

(-0,9%). Les secteurs se compensent : « tertiaire » en hausse (+1,5%), « primaire » en baisse (-6,5%). Les « services » augmentent (+1,5%), pendant que les « non durables » (-0,4%) et « semi-durables » (-1,2%)

étiquettes flambent : « gombo frais » (+63,9%), feuilles de baobab » (+67,3%), « tomates rondes locales » (+53,4%), « gingembre frais » (+47,7%), « oranges ordinaires » (+44,3%), Et le « bois



D'un côté, « Logement, Eau, électricité, gaz et autres combustibles » grimpe de +9,8%. La poussée vient surtout des « combustibles solides » (+42,3%). Les « restaurants et services d'hébergement » progressent de +3,3% ; la « Santé » suit (+1,0%) et les « soins personnels » aussi (+0,6%).

De l'autre, les « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » reculent de -4,3%. Les « Produits frais » chutent de -5,2%. Ce repli amortit le choc de « l'Énergie » (+9,1%). La provenance joue son rôle. Les produits « locaux » montent (+0,4%) ; les « importés » baissent

freinent l'élan. Mais l'élan trimestriel est tout autre. Par rapport à octobre 2025, les prix progressent de +1,5%. Cette fois, l'alimentaire repart (+4,4%). Le logement suit (+2,3%) et les « produits frais » bondissent (+4,7%). Le « primaire » tire l'ensemble (+8,4%) et les produits « locaux » pèsent (+2,2%). Sur le mois, la hausse est contenue : +0,6% par rapport à décembre. Elle s'explique par « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,7%) et le logement (+0,9%), malgré le repli des « Restaurants et services d'hébergement » (-1,4%). Dans les marchés, les

de chauffe » (+10,2%). À l'inverse, les plats populaires reculent : « plat de riz-haricot (ayimolou) » (-8,8%), « riz + sauce viande » (-8,7%), « riz + sauce poisson » (-3,7%). Hors alimentation, les prix baissent de -0,2%. L'inflation sous-jacente aussi (-0,2%). Le taux d'inflation moyen sur douze mois ressort à 0,2%, contre 0,4% un mois plus tôt.

Le tableau est nuancé. Les chiffres, eux, sont implacables : la stabilité annuelle masque des tensions bien réelles, portées par l'énergie et les produits frais, qui pèsent sur le quotidien.

E. A

Énergie

Le Togo engage 70 milliards FCFA en 2026 pour accélérer l'accès universel à l'électricité

En 2026, le Togo prévoit de mobiliser 70 milliards FCFA pour poursuivre sa politique énergétique. L'objectif est de favoriser l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Ce budget représente environ 99 % du budget annuel du ministère délégué chargé de l'Énergie et des Mines, établi à 71 milliards FCFA.

Cette enveloppe servira d'abord à poursuivre des chantiers déjà engagés. Parmi eux, le projet d'électrification de 317 localités, essentiellement des villages et hameaux, des zones longtemps restées sans électricité. Autre levier majeur : le déploiement du Fonds Tinga. Ce mécanisme cible les ménages vulnérables. Il ne s'agit plus seulement de poser des poteaux. Il s'agit de rendre l'électricité réellement accessible, financièrement et socialement. Une partie des ressources ira aussi vers le solaire. Plus précisément vers l'extension de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta, un site devenu symbole de

gestion, réduire les pertes et améliorer le service. L'année 2026 marquera également le début de la mise en œuvre du « Pacte national pour l'énergie ». Ce pacte s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Mission 300 ». Une ambition continentale avec des déclinaisons nationales qui impacteront le Togo. Concrètement, le programme prévoit la construction de lignes de transmission de 161 kV. Ces infrastructures renforceront l'approvisionnement électrique. Elles permettront surtout d'élargir l'accès au profit de 1,5 million de bénéficiaires potentiels. À fin 2025, le Togo a atteint un taux de couverture électrique



la transition énergétique togolaise. Mais le chantier est aussi institutionnel. Le gouvernement prévoit la transformation organisationnelle et le renforcement de la gouvernance de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET). Derrière cette formule, une réalité : moderniser la

de 75 %. Il y a quelques années, ce niveau semblait lointain. Aujourd'hui, il sert de tremplin.

Les 70 milliards FCFA de 2026 ne sont pas une dépense. Ils sont un pari ; celui d'un pays qui veut sortir définitivement de l'obscurité énergétique.

E. A

Diaspora togolaise

Un partenaire stratégique pour le développement

Estimée à 1,5 million de personnes en 2025, la diaspora togolaise constitue un levier pour le développement national. Soutenant l'économie par des transferts de fonds, le financement des projets sociaux et des investissements dans les infrastructures, la diaspora togolaise fait l'objet d'une attention particulière du gouvernement. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur la particularité des investissements de la diaspora, et les initiatives du gouvernement pour accroître sa contribution au développement.

Bien que le recensement général réalisé en 2022, n'estime la population togolaise vivant à l'extérieur qu'à 950 439 personnes, des données plus récentes la portent à environ 1,5 million en 2025. Ce chiffre qui témoigne de l'importance de la diaspora amène le gouvernement à mettre un accent particulier sur cette population vivant à l'extérieur du pays.



Photo illustrative

Selon la répartition issue du recensement général de la population de 2022, plus de 855 000 de Togolais vivaient en Afrique, 57 928 en Europe et 14 365 en Amérique du nord (14 365). Constituée majoritairement d'hommes (52,82 %), la diaspora a transféré rien qu'en 2023, près d'un (1) million de dollars.

En 2018, les transferts de fonds de la diaspora togolaise, qui étaient de 400 millions de dollars, dépassent de loin les flux nets des investissements directs étrangers (IDE).

L'évolution des transferts de la diaspora au Togo

montre une croissance globale malgré un recul en 2020 dû à la pandémie du Covid-19. Les montants variaient d'environ 483 millions de dollars en 2017 à 441 millions de dollars en 2020, avec une tendance à la hausse dans les années intermédiaires.

Ainsi, en 2017, ces transferts de fonds étaient estimés à 483 millions de dollars, en 2018 à 400 millions de dollars, en 2019 à 458 millions de dollars pour chuter à 441 millions de dollars en 2020 à cause de la pandémie du Covid-19. Mais ces transferts de fonds ont repris du poil de la bête en 2023, atteignant 948,54 millions de dollars, soit 575,34 milliards de FCFA, dépassant de plus de 203 millions de dollars le volume de l'aide publique au développement reçue par le pays la même année. Dans l'ensemble, ces fonds constituent une source de revenus vitale pour de nombreuses familles togolaises et représentent une part significative du PIB du pays.

Véritable pilier de

développement national, on estime la contribution des Togolais de l'extérieur à plus de 8 % du produit intérieur brut (PIB). Leur contribution, vitale pour l'économie, vient en appui aux milliers de ménages, couvrant l'alimentation, la santé et l'éducation, et jouant un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. Au-delà de l'aide sociale, la diaspora est de plus en

plus incitée à investir dans des projets structurants tels que les écoles, les centres de santé et les petites et moyennes entreprises (PME). Aidant à moins dépendre des bailleurs de fonds internationaux, la diaspora, de par sa contribution, favorise un développement plus endogène avec une contribution qui s'élève à trois(3)voire quatre(4)fois plus que l'Aide publique au développement (APD).

Au-delà des transferts personnels, l'investissement de plus en plus croissant de la diaspora togolaise dans des PME/PMI crée des emplois et stimule le secteur privé local. Aussi participe-t-il à renforcer la cohésion sociale et à réduire les inégalités sociales. Sur ce dernier point, les actions des Togolais de l'extérieur se font plus visibles à travers des associations

qui participent à la construction d'écoles, de centres de santé et d'infrastructures d'eau potable.

En outre, l'expertise technique de la diaspora à travers des réseaux internationaux contribue à booster le transfert des compétences, l'expertise locale, l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes.

Prenant appui sur la forte contribution de la diaspora au développement du Togo, le gouvernement s'emploie à favoriser leurs conditions d'investissement et de participation à l'émergence du pays.

Quid des actions entreprises ?

L'une des actions phares du gouvernement pour accroître la contribution des Togolais de l'extérieur au développement est l'institutionnalisation de la diaspora via le Haut Conseil des Togolais de l'extérieur (HCTE).

Servant d'interface entre le gouvernement et les Togolais de l'extérieur, l'HCTE travaille à fédérer, représenter et défendre les intérêts des Togolais résidant à l'étranger. Mieux, à faciliter leur contribution au développement socio-économique et l'investissement dans les secteurs porteurs.

Pour ce faire, le Haut Conseil œuvre à encourager l'implication de la diaspora dans les projets sociaux, économiques et culturels, à valoriser l'image du Togo et à encourager l'investissement des Togolais de l'extérieur au pays.

Dans cet élan, celui d'apporter la contribution de la diaspora au développement, l'expérience de la diaspora dans le cadre du panafricanisme a été mise en valeur pour des projets

comme le 9^e Congrès panafricain qu'a organisé le pays en 2025.

Favoriser le transfert de fonds de la diaspora

Conscient de l'apport financier de la diaspora, le Togo plaide activement pour la réduction des coûts de transfert qui restent élevés en Afrique comparativement à la moyenne mondiale pour favoriser les transferts de fonds.

D'autres initiatives telles que le « guichet de la diaspora » sont conçues pour faciliter les projets et les investissements des Togolais de l'extérieur. Lancé en 2021, ce guichet unique permet d'accompagner les investisseurs, de simplifier les procédures administratives et de structurer la contribution de la diaspora au développement national.

Dans cet élan, celui de favoriser le transfert des fonds, d'autres mesures incluent des incitations fiscales, la facilitation des transferts de fonds et la création de fonds d'investissement (FITE).

Pour mobiliser des ressources et des investissements de la diaspora, le gouvernement a également initié la stratégie pour catalyser les investissements privés et l'entrepreneuriat (projet SDE4R).

La Semaine des réussites de la diaspora est également initiée pour valoriser les talents et les projets des Togolais de l'extérieur. Le programme « Talents en commun » permet de mobiliser l'expertise de la diaspora au profit des secteurs clés comme l'économie numérique, sans oublier l'organisation régulière de tables rondes économiques pour recueillir des idées novatrices de la diaspora. Faisant du partenariat public-privé (PPP) une

stratégie de promotion de l'investissement et de la réalisation des projets à fort impact de développement, le

avec l'installation de lampadaires solaires, les centrales électriques de Kékéli et de Blitta pour alimenter respectivement

la compétitivité du pays, d'attirer des financements et de favoriser le développement économique dans des

développement.

Relever les défis

Les principaux goulots d'étranglement à une meilleure contribution de la diaspora togolaise incluent la prédominance des transferts vers la consommation plutôt que vers l'investissement productif. À cela s'ajoutent un manque de mécanismes structurés pour le suivi des projets et des difficultés d'accès à l'information sur les opportunités.

Selon les statistiques, plus de 53 % de l'apport de la diaspora sont destinés à l'assistance familiale qu'à l'entrepreneuriat ou au financement des projets structurants.

Le déficit d'informations fiables sur les opportunités d'investissement, les procédures administratives et les bonnes pratiques empêchent également la diaspora d'investir dans des secteurs rentables.

concrètes et la dispersion des initiatives au sein des communautés expatriées du Togo limitent la création de groupes d'investisseurs cohérents. Aussi ressort-il qu'une partie importante des fonds de la diaspora échappe aux circuits formels, ce qui limite leur impact économique et macroéconomique.

L'absence de produits d'épargne spécifiques ou de fonds d'investissement dédiés et sécurisés pour la diaspora demeure un obstacle majeur à l'investissement de la diaspora.

Bien que le Togo ne soit reconnu comme un pays réformateur, les menaces sécuritaires dans le Grand Nord participent de leur côté à refroidir les ardeurs d'investissement dans certaines régions du pays qui pourtant en ont besoin.

Face aux difficultés qui continuent d'entraver la mobilisation des ressources de la diaspora,



Photo de famille des 48 délégués pays du HTCE

gouvernement n'a de cesse de mettre à contribution la diaspora.

Quid du partenariat public-privé ?

Le partenariat public-privé repose sur des stratégies pour lesquelles le Togo pourra compter sur l'appui de sociétés privées, d'investisseurs privés, pour la réalisation de projets pour l'atteinte d'objectifs que seul il ne pourrait atteindre.

À travers cette démarche, des infrastructures stratégiques se modernisent dans les secteurs clés comme l'agriculture et la logistique, et stimulent dans la foulée la croissance économique par la transformation locale des matières premières. Grâce au PPP, des projets comme la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) ont été réalisés.

Outre ce projet, l'on pourrait également citer d'autres comme le projet d'éclairage public (PEP'S)

250 000 foyers (1,5 million de personnes) et 158 000 ménages. Le projet d'amélioration de la compétitivité des services logistiques (PACSL), qui permet de réduire les coûts de la logistique commerciale pour stimuler la compétitivité

secteurs clés comme les infrastructures, l'énergie et les services publics. Dans les secteurs susmentionnés, le pays ne cesse de bénéficier de l'expertise de sa diaspora. Les efforts du pays à associer sa diaspora font du Togo un modèle en



Logo du Haut conseil des togolais de l'extérieur

des entreprises et favoriser une croissance économique inclusive et durable, est également le fruit du partenariat public-privé (PPP).

Les PPP permettent aujourd'hui de renforcer

Afrique pour l'implication de ses citoyens de l'étranger dans le développement national. Cependant, le pays continue de faire face à nombre de difficultés qui entravent la contribution de sa diaspora au

La faible confiance dans la gestion des projets locaux et les risques liés à l'environnement des affaires y contribuent également.

Le manque de visibilité sur les opportunités

le gouvernement entend poursuivre les réformes et maintenir le cap des échanges avec les Togolais expatriés pour relever les défis qui s'imposent.

Caleb Akponou



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN**.

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>





Disponible gratuitement sur
Google play App Store

Cabinet d'avocats Maître KATAKITI Afoh Gado,
Avocat au Barreau du Togo

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques le **05 mars 2026 à 10 heures**.

Par-devant l'Etude de Maître Folly A. ACOUETHEY, Notaire à Lomé, sis à Lomé 403 Rue Hihéatro, quartier, collège St Joseph, Tokoin Nukafu (derrière ESA & USAID, Super TACO). objet du titre foncier n°18679 RT Vol XCIV F°131 appartenant à dame AGBOMSON Mawussé Sessé, épouse d'ALMEIDA ;

A LA REQUETE DE

La société **IB bank TOGO, Société Anonyme** avec conseil d'administration au capital de Dix-dept milliards cinq cent millions (17.500.000.000) de francs CFA, BP : 363 Lomé-TOGO, Tél : 22 23 55 00, ayant son siège social à Lomé-TOGO, 169, Boulevard du 13 janvier, immatriculée au RCCM sous le numéro TG-LOM 1974 B 0521 – CIB : T0024K, SWIFT : BTCITGTG, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

Ayant pour conseil Maître **KATAKITI Afoh Gado**, Avocat au Barreau du Togo, quartier Atikoumé (FUCEC-ATIKOUME), en allant vers le campus, Rue BADJENOPE (3^{ème} Rue à droite, à 200m), 05 BP : 840 Lomé-TOGO, Tél. : 22 22 13 73, E-mail : cabinetkatakiti@gmail.com, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes ;

AGISSANT EN VERTU :

1- De la grosse dûment en forme exécutoire de la convention de compte courant en date du 20 mars 2000 et de la convention de crédit en date du 29 juillet 2016 ;

2- D'un commandement aux fins de saisie immobilière établi par acte de Maître Bawini-Dama KPELOU, Huissier de justice à Lomé, en date du 31 octobre 2025, et servi à dame AGBOMSON Mawussé Sessé, épouse d'ALMEIDA, Pharmacienne, demeurant et domiciliée à Lomé, Avenue de la Libération, Tél : 90 04 05 99 ; puis publié pour valoir saisie par le Conservateur de la propriété foncière le 14 novembre 2025 ;

DESIGNATION :

Un immeuble urbain bâti consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 06a 59ca sis à Lomé Aflao-Agbalépédogan, limité au Nord par la réquisition n°10892, au Sud par le lot n°600, à l'Est par une rue non dénommée et à l'Ouest par la réquisition n°10896, objet du Titre foncier n°18679 de la

1

République Togolaise Volume XCIV Folio 131 appartenant à dame AGBOMSON Mawussé Sessé, épouse d'ALMEIDA ;

Sont également comprises, toutes les aisances, dépendances et appartements dudit immeuble sans aucune réserve ni exception et notamment les immeubles par destination et toutes les nouvelles constructions et améliorations qui pourraient y être faites postérieurement ;

MISE A PRIX

Les enchères seront reçues sur la mise à prix de cinquante-deux millions six cent dix-sept mille huit cent soixante-quinze (52.617.875) francs CFA.

Et ce, sous réserve de toutes autres charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé par Maître KATAKITI Afoh Gado, Avocat à la Cour, en date du 12 décembre 2025, lequel peut être consulté au greffe du Tribunal de Grande Instance de Lomé.

Fait à Lomé, le 09 février 2026

Par Maître KATAKITI Afoh Gado,
Avocat poursuivant

Pour Maître **KATAKITI Afoh**
et par Substitution

Maître **ZILHOUBE AENONE Yannick**
Avocat

Blagues

"Un Vieux m'a demandé de vendre son coq pour lui à 1500f. J'ai pu vendre le coq à 3000f et je suis revenu dire au vieux que j'ai vendu le coq à 1250f . Le vieux m'a donné les 250f et commence à me bénir. "" tout ce que tu m'as fait, Dieu va te rembourser au centuple, même tes enfants et petits enfants vont récolter le fruits de tes actes. Dans toute ta vie tu rencontrera des gens qui vont t'aider de la même manière que tu viens de le faire. Les mots me manquent mais c'est Dieu seul qui pourra te payer. ""

Je lui ai remis ses 250f plus les 1500f que j'avais prélevés. A cause de tes miettes tu veux maudire toute ma famille ?? Un vieux sorcier comme ça!

Mon frère si tu es heureux avec une seule femme imagine si tu en as 5. Lève toi et va compléter ton bonheur. N'écoute pas les gens...

HUMOUR

Mari: Mon bébé, c'est comme si l'ampoule des toilettes est maintenant automatique hein
Femme: Que s'est-il passé mon amour ?
Mari: lorsque j'ouvre la porte pour uriner, l'ampoule s'allume seul. Après avoir uriné et refermé la porte, l'ampoule s'éteint seule!!
Femme: wandaful!!!
T'as encore bu cheri

Tu es parti uriner dans le frigo !

- Quelques ambassades et consulats
- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
 - Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
 - Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
 - Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
 - Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
 - Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
 - Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
 - Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
 - Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
 - Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
 - Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
 - Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
 - Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
 - Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
 - Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
 - Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
 - Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
 - Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
 - Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
 - Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
 - RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA : Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

Technologies nucléaires

Une nouvelle ère d'opportunités s'ouvre pour le Togo

Le Togo veut tirer profit des opportunités qu'offre le secteur de l'énergie nucléaire. Pour ce faire, le pays, représenté par son ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, a signé un nouvel accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'accord a été signé le lundi 09 février 2026, à Vienne en Autriche, ouvrant la voie à des applications pacifiques du nucléaire pour au Togo.



Le Togo compte tirer profit de l'usage pacifique du nucléaire

Dans le but de développer l'usage pacifique des technologies nucléaires et de renforcer ses capacités scientifiques et technologiques, le Togo a

conclu un nouvel accord de coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Cet accord vise à encadrer et à

structurer l'application des technologies nucléaires dans le pays.

Le partenariat porte

sur plusieurs domaines prioritaires pour le développement national, notamment la lutte contre le cancer, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que le développement de l'énergie.

L'AIEA accompagnera le Togo dans le pilotage de ses programmes de recherche, de formation et d'application des technologies nucléaires, tout en renforçant le cadre légal et réglementaire, la sécurité nucléaire et la protection radiologique.

Ce plan quinquennal ne sert pas uniquement à moderniser des secteurs clés et à doper l'innovation scientifique nationale. Le Togo, avec la création du Commissariat à l'énergie atomique en janvier 2025, souhaite également rassembler les fonds indispensables pour atteindre ses objectifs de développement durable et garantir une utilisation de l'énergie nucléaire à la fois sûre et pacifique.

La rédaction

Afrique/Révolution agricole

Technologies et leviers pour faire de l'agriculture un pilier durable de la croissance africaine

Longtemps perçue comme un secteur de subsistance en Afrique, l'agriculture devient aujourd'hui un terrain d'innovation, d'investissement et de transformation économique. Technologies numériques, agro-industrie locale, financement inclusif et montée en puissance des femmes rurales. D'après plusieurs institutions internationales de développement, les mutations en cours dans le secteur et certaines actions concertées des Etats africains permettront de faire de l'agriculture un pilier durable de la croissance en Afrique.

L'Afrique concentre près de 60 % des terres arables non exploitées de la planète, selon la Banque mondiale. Pourtant, le continent importe encore chaque année pour plus de 75 milliards de dollars de produits alimentaires, révélant un paradoxe structurel entre potentiel agricole et dépendance extérieure. Alors que la population africaine devrait dépasser les 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, la question agricole dépasse désormais le seul enjeu de production : elle devient stratégique, sociale, économique et politique.

L'agriculture demeure au cœur des économies africaines. En Afrique subsaharienne, plus de 60 % de la population active tire sa subsistance du secteur, principalement au sein d'exploitations familiales. À l'échelle du continent, près de 80 % des terres agricoles sont cultivées par de petits exploitants, véritables piliers des systèmes alimentaires locaux.

Pourtant, malgré cette

centralité, l'Afrique ne représente qu'environ 10 % de la production agricole mondiale, alors qu'elle dispose d'environ un quart des terres arables mondiales. Cet écart souligne l'urgence d'une transformation structurelle fondée sur l'investissement, l'innovation et la montée en gamme des chaînes de valeur.

Les projections économiques confirment l'ampleur de l'opportunité : selon la Banque africaine de développement (BAD), le marché alimentaire africain pourrait atteindre 1 000 milliards de dollars d'ici 2030, contre environ 280 milliards aujourd'hui, faisant de l'agriculture et de l'agro-industrie l'un des secteurs les plus prometteurs du continent.

Du champ au smartphone

Ces dernières années, l'agriculture africaine est entrée de plain-pied dans l'ère numérique. Outils de prévision climatique, plateformes de mise en relation entre producteurs et acheteurs, solutions

de paiement mobile, traçabilité des récoltes ou accès digitalisé aux intrants : l'agritech redessine l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

La BAD estime que la digitalisation pourrait accroître la productivité agricole de 20 à 30 %, en améliorant l'accès à l'information, aux marchés



Les nouvelles technologies offrent d'innombrables avantages aux producteurs

et aux services financiers. La FAO le rappelle : « L'innovation agricole est essentielle pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs climatiques et économiques ».

Dans un contexte marqué par des sécheresses récurrentes, des inondations et la dégradation des sols, l'agriculture climato-intelligente, l'irrigation de précision et les semences améliorées s'imposent comme des solutions clés.

Femmes comme acteurs incontournable

Autre pilier de cette révolution verte : les femmes. Elles représentent environ 50 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique, et jusqu'à 70 % dans certaines zones rurales, selon la FAO. Pourtant, elles détiennent moins de 15 % des terres agricoles et restent largement exclues de l'accès au crédit, aux

technologies et à la formation.

L'enjeu est considérable. Toujours selon la FAO, réduire l'écart de productivité entre les hommes et les femmes permettrait d'augmenter les rendements agricoles de 20 à 30 % et de sortir jusqu'à 150 millions de personnes de l'insécurité alimentaire dans le monde. Miser sur les femmes n'est donc pas seulement un impératif social, mais un choix économique rationnel.

La révolution agricole africaine ne se joue pas

uniquement dans les champs, mais aussi dans la transformation locale. Aujourd'hui, une part importante de la valeur ajoutée agricole échappe encore aux producteurs, faute d'industries agroalimentaires structurées et d'infrastructures adaptées. La BAD souligne que le développement de chaînes de valeur locales pourrait créer des millions d'emplois, notamment pour les jeunes, tout en réduisant la dépendance aux importations alimentaires. « L'avenir de l'Afrique repose sur sa capacité à nourrir sa population tout en créant de la valeur sur place », rappelle régulièrement l'institution panafricaine.

Malgré les progrès, les défis restent majeurs. La FAO estime que 30 à 40 % de la production agricole africaine est perdue après récolte, affaiblissant les revenus des producteurs et l'approvisionnement des marchés. À cela s'ajoutent les effets croissants du changement climatique, qui fragilisent des systèmes déjà vulnérables.

L'agriculture africaine est donc à un tournant décisif. Entre potentiel immense et contraintes persistantes, elle doit accélérer sa transformation pour devenir un véritable moteur de résilience, de souveraineté alimentaire et de prospérité économique.

Source : Afrique Grenier du Monde

Alimentation

Ces ingrédients qu’il vaut la peine de consommer davantage

Certains ingrédients courants peuvent avoir des effets extrêmement bénéfiques sur la santé humaine. Voici quelques-uns qu’il vaut la peine d’intégrer davantage à votre alimentation.

Amandes

Cette noix est riche en acides gras monoinsaturés et en vitamine E. Une consommation régulière pourrait aider à lutter contre le diabète et favoriser la santé



Les amandes (Image trouvée en ligne le 12 février 2026)

cardiovasculaire en réduisant le "mauvais" cholestérol tout en augmentant le "bon" cholestérol.

Dans une étude, des scientifiques ont demandé à 77 adultes de consommer chaque jour 320 calories d'amandes ou de biscuits pendant 12 semaines. Tous les participants présentaient des facteurs de risque de maladies chroniques, comme les maladies cardiaques ou le diabète de type 2, notamment une tension artérielle élevée. Après 12 semaines, ceux qui avaient consommé des amandes présentaient des niveaux de "mauvais" cholestérol plus faibles, une meilleure santé intestinale et moins d'inflammation.

Une étude de 2022 portant sur 87 personnes, qui consommaient chaque jour soit une portion d'amandes entières, soit d'amandes moulues, soit un muffin (gâteau auquel l'on ajoute des amandes), pendant quatre semaines, a montré que manger des amandes entières ou moulues augmentait l'apport en acides gras monoinsaturés, en fibres, en potassium et en d'autres nutriments importants.

Les chercheurs ont également constaté que le taux de butyrate était significativement plus élevé chez les consommateurs d'amandes. Le butyrate est un acide gras à chaîne courte qui alimente les cellules tapissant le côlon. Ces cellules créent des conditions idéales pour que les micro-organismes intestinaux prospèrent, afin que la paroi intestinale reste forte et saine, et pour une absorption optimale des

nutriments. De plus, les personnes consommant des amandes entières avaient en moyenne 1,5 selle supplémentaire par semaine par rapport aux autres groupes. Au Togo, si l'on ne trouve pas les amandes, l'on peut consommer le haricot, le soja, les arachides (modérément), les noix etc... Ces aliments sont de la même famille que les amandes. Ce

sont des légumineuses.

Feuilles de betterave

Bien que la betterave soit largement consommée, l'on ne mange presque toujours que la racine, alors que les feuilles contiennent de nombreux nutriments et composés bénéfiques. « La betterave est, en pratique, généralement perçue comme la racine elle-même, et c'est ainsi qu'elle est vendue, préparée et considérée dans la vie quotidienne. En conséquence, les feuilles sortent souvent des habitudes alimentaires classiques et sont simplement jetées ». « Les habitudes culturelles influencent fortement ce qui est considéré comme comestible ou désirable, et dans certains contextes, les parties feuillues des légumes sont perçues comme secondaires ou simplement inconnues dans la cuisine quotidienne ». Cela vaut pour de nombreux autres légumes, beaucoup étant également riches en nutriments. Les feuilles de betterave sont particulièrement riches en calcium, en fer, en vitamine K et en vitamines du groupe B (notamment la riboflavine).

Elles contiennent en général des niveaux plus élevés de protéines et de minéraux, ainsi que des composés phénoliques associés à une activité antioxydante, selon Luis Gustavo Sabóia Ponte, chercheur à l'Universidade Estadual de Campinas (Unicamp), professeur à l'Universidade Paulista (Unip) et au Centro Universitário Senac au Brésil. Dans une étude de 2019 portant sur des adultes en surpoids ou obèses présentant des taux

élevés de LDL, ou "mauvais" cholestérol, les participants ont consommé des feuilles de betterave lyophilisées pendant quatre semaines, ce qui a entraîné une baisse de leur cholestérol LDL. L'année dernière, l'on a entrepris de déterminer si les nutriments contenus dans les feuilles de betterave sont biodisponibles, ce qui indiquerait que l'organisme est capable de les digérer et d'en tirer des bénéfices. « Bien que la betterave soit largement consommée, nous ne mangeons presque toujours que la racine ». L'étude a montré que les feuilles de betterave restent actives sur le plan biologique après avoir subi une digestion simulée en laboratoire. Les feuilles digérées présentaient une activité antioxydante et contribuaient à protéger l'ADN contre les dommages oxydatifs. L'on a également testé ces feuilles digérées sur des cellules de cancer colorectal et observé une réduction de la croissance cellulaire ainsi que de la formation de colonies. Cependant ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Bien que certains composés présents dans les feuilles restent disponibles après la digestion simulée, d'autres, comme la vitexine et l'apigénine, ont également été détectés après digestion, mais en quantités plus faibles. La digestion simulée réalisée montre ce qui se passe principalement jusqu'à l'intestin grêle et n'inclut pas la phase colique, la dernière étape où le gros intestin traite les déchets restants. C'est également l'endroit où les bactéries intestinales peuvent transformer certains de ces composés et potentiellement modifier leurs effets.

Pour confirmer pleinement que l'on peut accéder à tous les nutriments des feuilles de betterave, il faudrait des études sur l'Homme et en laboratoire prenant en compte l'ensemble du processus digestif. Malgré tout, l'on estime que ces résultats montrent que les feuilles de betterave constituent un aliment potentiellement précieux.

Graines de chia

Ces petites graines noires sont extrêmement riches en fibres, protéines, acide [Alpha]-linoléique, acides phénoliques et vitamines, notamment en vitamines du groupe B. Elles contiennent des phytochimiques qui

peuvent protéger le cœur et le foie, ainsi que des acides gras oméga-3 qui soutiennent le système immunitaire.

Elles ont été associées à de nombreux bienfaits pour la santé, notamment la réduction du risque de maladies cardiaques, l'amélioration du taux de « bon » cholestérol, la diminution de la tension artérielle et la réduction du risque de diabète de type 2 ainsi que de certains cancers. Cependant, des études suggèrent que l'on ne tire peut-être pas pleinement profit des graines de chia. Rachel Burton, professeure à l'Université d'Adélaïde en Australie, étudiait déjà depuis longtemps les fibres alimentaires lorsqu'elle a décidé de se pencher sur les

important de le savoir », souligne-t-elle. Dans une étude de 2023, l'on a réalisé une série de tests en laboratoire comparant les graines de chia entières (la forme la plus courante de consommation) et les graines de chia moulues. Les résultats suggèrent que consommer les graines entières peut empêcher l'absorption complète des nutriments qu'elles contiennent.

Les graines de chia se composent de deux parties : le mucilage à l'extérieur de la graine, qui contient des fibres, et les graisses oméga à l'intérieur, en particulier les oméga-3. « En consommant les graines de chia entières, cela signifie que les nutriments vantés ne sont en



Les feuilles de betterave (Image trouvée en ligne le 12 février 2026)

graines de chia. « Il y avait, et il y a toujours de nombreuses allégations sur les bienfaits des graines de chia sur Internet, notamment concernant leur impact sur notre microbiome intestinal, mais il ne semblait pas y avoir beaucoup de preuves scientifiques solides pour les étayer », explique-t-elle. L'un des avantages de ces graines, selon elle, réside dans leur forte teneur en fibres.

réalité pas disponibles ». Le mucilage ne se détache pas de la graine, et les graisses oméga restent enfermées à l'intérieur. « Les rats qui ont reçu des graines de courge ont tous montré des améliorations au niveau de l'anxiété, des capacités cognitives et de la mémoire ». « À moins de mâcher chaque graine pendant longtemps, elles traversent l'intestin pratiquement intactes ».



Les graines de Chia, préparées avec du lait et un fruit pour la consommation (Image trouvée en ligne le 12 février 2026)

« Les fibres alimentaires sont un élément clé de notre alimentation et la plupart d'entre nous n'en consomment pas assez. Si les affirmations concernant le chia étaient incorrectes et que les gens payaient pour un aliment coûteux sur cette base, c'est

Moudre les graines de chia rend donc les acides gras omégas plus facilement accessibles. Pour la même raison, l'on conseille également de moudre d'autres graines, comme les graines de lin et de linette.

Edem Dadzie

Mr. Luc Emmanuel ABE SOWA
Huissier de Justice
N° 1567 du 13 Février 2026
SOWA Luc Emmanuel ABE SOWA
BP: 88333 Lomé - TOGO
Tél: 22 24 54 00 C.C. 10 66 58 69
Fax: 22 24 54 00

COPIE

SIGNIFICATION D'ORDRE DE CONVOCATION

L'an deux mil vingt-six
Et le Mercredi onze (11) Février à 16 heures 55 minutes
A la requête du madame le juge des enfants, juge des tutelles près le Tribunal de Grande Instance de Lomé, sis au Palais de Justice de ladite ville ;

Je, Mr Luc E. A. SOWA, Huissier de Justice
Près le Cour d'Appel et le Tribunal de Grande Instance
De Lomé y demeurant 45, angle Boulevard Léopold Sédar
Senghor, Rue Tchané, Tchéké (Midi), aux côtés du juge HEDISTAL
Sousigné ;

SIGNIFIE ET DELAISSE A :

Monsieur WOEKPO Koffi Djifa, demeurant et domicilié à Lomé, où étant et parlant à :
Ne connaissant pas le numéro de téléphone de Monsieur WOEKPO Koffi Djifa ni son domicile à l'intérieur du pays, ni à l'étranger, j'ai fait acte de dépôt dans un journal de droit et affiché à la porte principale de l'Auditorium du TGI de Lomé
L'original d'un ordre de Convocation du madame le juge des enfants, juge des tutelles près le Tribunal de Grande Instance de Lomé en date à Lomé du 09 Février 2026 ;

Dont teneur suit :

« Le nommé WOEKPO Koffi Djifa, demeurant et domicilié à Lomé, est invité à comparaître devant le juge des enfants, juge des tutelles, le lundi 16 Février 2026 à 09 Heures 00 pour affaire le concernant »

SIGNATURE & CACHET

Et de suite à même requête, JE, Huissier susdit et soussigné, vous FAIS SOMMATION DE COMPARAÎTRE IMPERATIVEMENT devant le juge des enfants, juge des tutelles le lundi 16 Février 2026 à 09 Heures 00 MINUTE pour affaire vous concernant.

Je vous rappelle que cette signification vous est faite à toutes fins utiles que de droit.
SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'IL N'EN IGNORE
Je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, remis et laissé l'ordre de convocation susmentionné ainsi que la copie du présent exploit dont le coût est de : 30 000 F CFA.

L'HUISSIER

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE LOME

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

CABINET DU JUGE DES ENFANTS, JUGE DES TUTELLES

ORDRE DE CONVOCATION

Le (la) nommé(e) *WOEKPO Koffi Djifa*
Demeurant et domicilié (e) à *Lomé*
Est invité (e) à comparaître devant le Juge des Enfants du Tribunal de Lomé, Juge des tutelles
Le *lundi 16 Février 2026* à *09* Heures *00*
Pour affaire le (la) concernant.

Fait à notre cabinet,

Nadège Tchouanké OKATE-TASSA

Projet IWAVE

A Lomé, le Togo mise sur la science pour sécuriser ses ressources en eau

L'Université de Lomé accueille, hier et aujourd'hui, un atelier national de restitution et d'échanges organisé dans le cadre de la mission d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ceci, au titre du projet IWAVE (Water Availability Enhancement Project).

pas le fruit du hasard ». Selon lui, elle est « le résultat d'un engagement constant de notre pays en faveur de l'utilisation pacifique des sciences et technologies nucléaires, mais aussi de la qualité du travail scientifique accompli par les experts togolais ».

de sûreté et de sécurité nucléaires (ANSSN) et la mise en place du Commissariat togolais à l'énergie atomique », ainsi que « l'élection du Togo au Conseil des gouverneurs de l'AIEA pour le mandat 2026-2027 », qu'il considère comme « une reconnaissance diplomatique majeure ». Pour le Conseiller technique du ministre de l'Eau, Koumayi Assoutoum, le partenariat avec l'AIEA constitue « un exemple qui a contribué de manière significative au renforcement des capacités nationales dans des secteurs essentiels, notamment celui de l'eau ». Il a précisé que cette coopération permet au Togo « de mieux connaître et gérer ses nappes phréatiques, d'évaluer la quantité et la qualité de l'eau et de prévenir les pollutions ou la salinisation des aquifères côtiers ».

d'aide à la décision », tout en s'inscrivant « pleinement dans les orientations du plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau ». Présent pour la troisième fois au Togo, l'expert de l'AIEA, le

les lacunes au niveau du pays dans le domaine de l'eau » et de voir « comment ces lacunes pourront être comblées à court, moyen et long termes ». L'objectif, selon lui, est clair : « apporter des solutions pour essayer

Sélectionné officiellement En novembre 2025, le Togo bénéficie de ce programme qui vise à renforcer les capacités des États membres en matière d'évaluation intégrée des ressources en eau, avec un accent particulier sur les eaux souterraines.

Il a rappelé que l'atelier permettra « de faire des constats, de s'enrichir collectivement, d'analyser et de valider les stratégies », avec à la clé « l'élaboration d'une matrice nationale sur les lacunes hydrologiques du Togo » et « le renforcement durable des capacités nationales en hydrologie isotopique ». Inscrivant l'initiative dans une dynamique plus large, il a également évoqué « la création de l'Autorité nationale

Rappelant l'ambition gouvernementale, il a affirmé que « notre pays ambitionne d'assurer un taux de desserte de 100 % à l'horizon 2030 ». Selon lui, la mission IWAVE « vise à doter notre pays d'outils scientifiques modernes, de données hydrologiques fiables et de mécanismes efficaces

professeur Kamel Zouhari, a exprimé sa satisfaction : « Je suis très content de me trouver au Togo pour la troisième fois. » Il a expliqué que la mission consiste à « présenter le mécanisme IWAVE destiné à l'amélioration des conditions des ressources en eau, surtout avec les applications des techniques isotopiques ». Durant ces deux jours d'atelier, les experts travailleront en groupes afin « d'identifier

d'améliorer les disponibilités de l'eau au niveau du Togo », notamment face aux effets croissants des changements climatiques.

À travers IWAVE, le Togo confirme ainsi sa volonté de s'appuyer sur la science et l'innovation pour bâtir une gouvernance de l'eau plus intégrée, plus résiliente et orientée vers l'accès universel à l'eau potable.



**Sécurisé.
Rapide.
Toujours avec vous**

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

***145#**



IB Bank Togo
Banque émettrice

